



**PRÉFET  
DE L'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 06/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FERME EOLIENNE DES AIGUILLETES**

20 avenue de la Paix  
67000 Strasbourg

Références : 0010013672/RAPVI/TT/IC230647

Code AIOT : 0010013672

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement FERME EOLIENNE DES AIGUILLETES implanté Louville et ouarville 28150 Louville-la-Chenard. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée suite à la mise en service industrielle du parc en décembre 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERME EOLIENNE DES AIGUILLETES
- Louville et ouarville 28150 Louville-la-Chenard
- Code AIOT : 0010013672
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien composé de 6 éoliennes d'une puissance unitaire maximale de 3,6 MW, mis en service en décembre 2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la précédente inspection
- contrôle documentaire après mise en service du parc éolien
- maintenance et exploitation
- bridage chiroptère

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Prévention des risques - Incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives – Norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
2	Dispositions constructives – Article R125-17 code construction	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
3	Dispositions constructives – mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
4	Dispositions constructives – installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
5	Essais du bon fonctionnement de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
6	Contrôle des brides et des fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I et IV	Sans objet
7	Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV	Sans objet
8	Manuel d'entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Prévention des risques - Alerte dysfonctionnement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
12	Prévention des risques - Projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
13	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.4.2	Sans objet
14	suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.4.2	Sans objet
15	mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.6	Sans objet
16	Implantation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.3	Sans objet
17	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.4.2	Sans objet
18	Propreté de l'aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
19	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
20	Prévention du risque pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
21	Préservation du paysage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives – Norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun écart constaté.</p>

<b>Observations :</b> L'exploitant présente le certificat constructeur, justifiant le respect de la norme NF EN 61 400-1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Dispositions constructives – Article R125-17 code construction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente un rapport de contrôle de la solidité des ouvrages réalisé par l'APAVE le 1er août 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Dispositions constructives – mise à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme « NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence.  Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. « Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. »
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le certificat constructeur, mentionnant le respect de la norme « NF EN » IEC 61 400-24 et un rapport de contrôle de l'APAVE du 26/10/22, confirmant la mise à la terre de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dispositions constructives – installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ».

<p>Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;</li> <li>- « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence.</li> </ul> <p>« Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »</p>
<p><b>Constats :</b> Aucun écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant présente un document du constructeur justifiant le respect des dispositions de la directive du 17 mai 2006. Par courriel du 15 novembre 2023, l'exploitant a adressé une copie du rapport de l'APAVE du 26/10/22 mentionnant le respect des normes NF C 13-100 et NF C 13-200.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Essais du bon fonctionnement de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification de l'état fonctionnel des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b> Aucun écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant présente le rapport de procédure de démarrage reprenant les tests des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse. L'équipement ayant été mis en service moins d'un an avant la date d'inspection, ces tests n'ont pas été réalisés depuis la mise en service industrielle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Contrôle des brides et des fixations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I et IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des brides et des fixations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. [...]</p>

IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente les rapports de maintenance faisant apparaître les contrôles des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur dans les délais réglementaires. La liste des équipements de sécurité est présente dans le registre de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  « L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  « Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  « IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le registre de maintenance avec la fréquence des contrôles des systèmes instrumentés de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Manuel d'entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manuel d'entretien de l'installation et registre de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.  « L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. »
<b>Constats :</b>

Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le registre de maintenance avec les opérations effectuées sur les éoliennes du parc, et la trame des contrôles réglementaires, reprenant la nature des opérations de maintenance en fonction de l'ancienneté du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Elimination des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Elimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Le parc est inscrit sur la plateforme Trackdéchets. Vestas réalise les maintenances sur le parc et intervient avec un container pour mettre les déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Prévention des risques - Alerte dysfonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte en cas de détection d'un fonctionnement anormal
<b>Prescription contrôlée :</b> « En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : « - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; « - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Une surveillance à distance est assurée par l'exploitant et la société de maintenance. Les techniciens de la société de maintenance disposent des procédures à suivre en cas de fonctionnement anormal.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Prévention des risques - Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont



positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
<b>Constats :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs) ne sont pas contrôlés selon la fréquence réglementaire.
<b>Observations :</b> Chaque éolienne est équipée de détecteurs de fumée, de détection d'arc électrique dans le transformateur et d'extincteurs au pied de l'éolienne et en nacelle.  Sur le terrain, il est constaté que l'extincteur situé au pied de l'éolienne E4 n'est pas contrôlé selon la fréquence réglementaire (un an).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 12 : Prévention des risques - Projection de glace

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque de projection de glace
<b>Prescription contrôlée :</b> « Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. [...]
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> La détection de présence de glace se fait par déduction (température basse + capteur de charge dans les pâles). La détection de glace entraîne l'arrêt de l'éolienne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Bridage chiroptères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bridage chiroptères
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases d'arrêt de toutes les éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes : du 1er avril au 31 juillet, pour des températures supérieures à 10 °C, une pluviométrie nulle, des vents inférieurs à 6 m/s à hauteur de nacelle, du coucher du soleil jusqu'à 4 heures après ; du 1er août au 31 octobre, pour des températures supérieures à 10 °C, une pluviométrie nulle, des vents inférieurs à 6 m/s à hauteur de nacelle, sur la nuit entière.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente une vue du logiciel pour démontrer que le bridage est mis en place sur le

logiciel d'exploitation conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant présente des bridages effectifs (arrêt de l'éolienne) pour les conditions météo répondant aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au cours de la première année complète de fonctionnement, et au moins une fois tous les 10 ans, un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune est réalisé. Les méthodes mises en œuvre sont celles prévues par le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres, reconnu par le ministère en charge de l'écologie.</p> <p>[...]</p> <p>Pendant la première année d'exploitation du parc, et au moins une fois tous les 10 ans, des suivis de l'activité et de la mortalité des chiroptères sont réalisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le suivi est en cours de réalisation, les résultats sont attendus au 1er trimestre 2024. L'exploitant présente le bon de commande pour la réalisation du suivi environnemental signé en février 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : mesures acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures acoustiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès la mise en service industrielle du parc éolien, l'exploitant met en place un plan de bridage des aérogénérateurs destiné à garantir le respect des niveaux de bruit et d'émergences admissibles imposés par l'article 26 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE. La mise en place effective du plan d'arrêt des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les 3 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun écart constaté, en attente d'une seconde campagne de mesures.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant présente le rapport de mesures acoustiques du 1er août 2023. Une seconde campagne de mesures doit être effectuée fin 2023-début 2024 pour les vents de secteur Sud-Ouest.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les coordonnées d'implantation des aérogénérateurs et des postes de livraison sont rappelées dans l'arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Par courriel du 15 novembre 2023, l'exploitant a adressé les relevés de géomètres. Les coordonnées d'implantation des éoliennes correspondent à celles précisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Protection de la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures d'accompagnement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant propose de verser une subvention au projet « préservation du Busard Cendré » et à l'action « perchoirs et nichoirs à rapaces », menés par l'association Hommes et Territoire, en tant que mesure d'accompagnement de son projet, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire. L'exploitant propose de financer sur 10 ans la mise en place d'une mesure agro-environnementale (MAE) favorable aux oiseaux de plaine, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente une convention de partenariat entre Volkswind et l'association Hommes et territoires (protection nids de busards...) pour une durée de 10 ans (signée le 28/03/2022). Les actions suivantes seront lancées en 2024 : perchoirs et nichoirs, suivi de busards. Les mesures agro-environnementales ont été définies avec un exploitant situé à 2,5 km du parc (démarrage fin 2023-début 2024).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Propreté de l'aérogénérateur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté de l'aérogénérateur
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Echantillonnage E4 : l'intérieur de l'aérogénérateur est propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est situé au pied de l'éolienne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Accès aux aérogénérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.  Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Echantillonnage E4 : l'accès à l'aérogénérateur est maintenu fermé à clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Prévention du risque pour les tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneau d'affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Echantillonnage E4 : le panneau de prévention des risques pour les tiers est bien positionné sur le chemin d'accès à l'éolienne E4. Il reprend les éléments fixés par la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Préservation du paysage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article I.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Impact visuel du parc
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de limiter leurs impacts visuels, les postes de livraison électrique sont recouverts d'un bardage en bois naturel, sans vernis ou lasure, permettant au bois de griser naturellement.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Les armoires de coupure du parc sont recouvertes d'un bardage en bois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite